



REVUE DE PRESSE

Mercredi 26 avril 2017

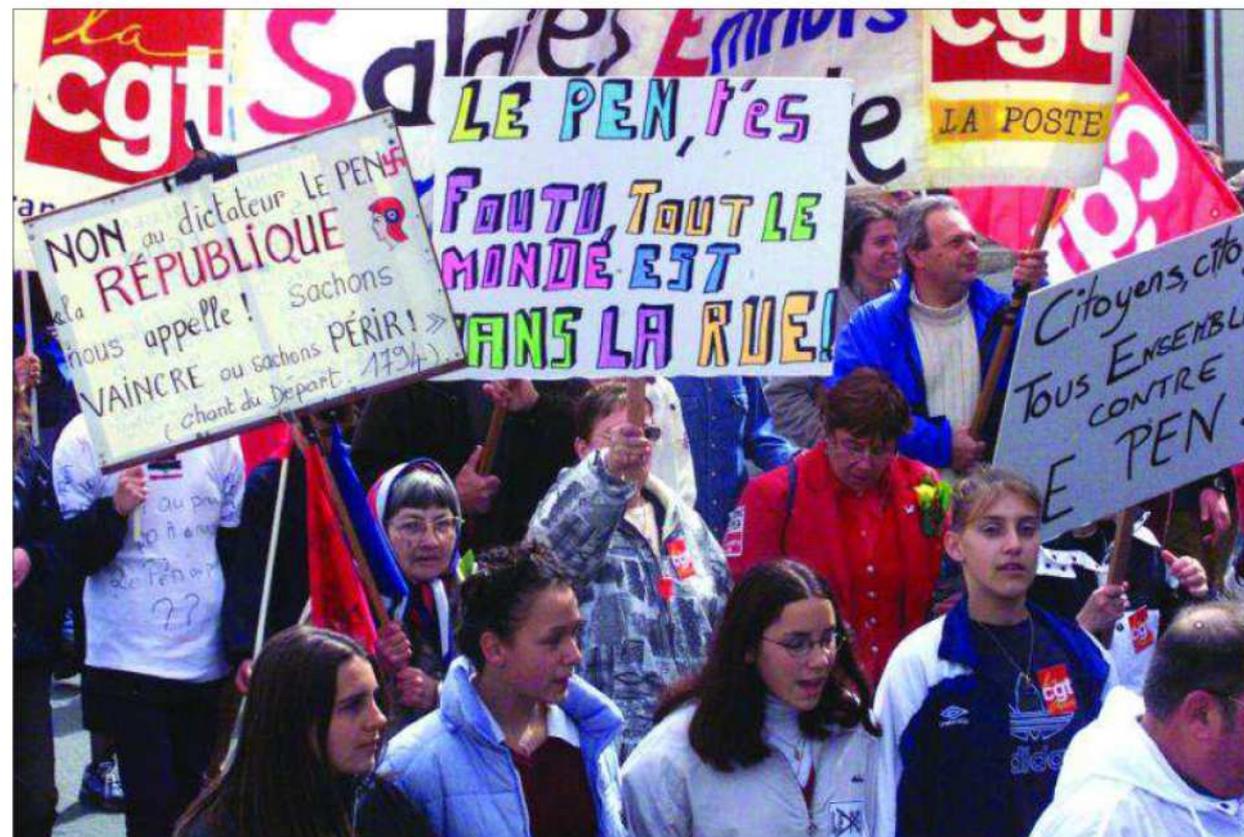


FN: du choc de 2002 à l'indifférence de 2017

Le 1^{er} mai 2002, 10.000 personnes avaient défilé dans les rues d'Angoulême pour dire non au Front national. Quinze ans après, sa présence au second tour ne soulève plus les foules.

■ En 2002, le soir du premier tour, une mobilisation républicaine criait non au FN ■ Le 1^{er} mai, 10 000 personnes avait défilé à Angoulême ■ Quinze ans après, le FN au second tour ne soulève plus les foules.

2002 - 2017, ce n'est pas le même combat



Le 1^{er} mai 2002, les slogans de la jeunesse qui avait rejoint le cortège des syndicats étaient sans équivoque. Cette année, il n'y aura pas de front républicain.

Pas d'union sacrée pour les syndicats le 1^{er} Mai

Leur appel unitaire avait permis de rassembler plus de 10 000 personnes dans les rues d'Angoulême. Un 1^{er} Mai 2002 qui reste parmi les plus fortes mobilisations. Un cortège entièrement dédié au refus du FN. Mais cette année, pas d'union sacrée, pas d'unité, pas d'appel à dire non. «Les autres organisations syndicales sont cristallisées contre la loi travail, regrette Philippe Beaumatin, le secrétaire départemental de la CFDT, syndicat qui a approuvé la loi. Je regrette qu'il n'y ait pas un mot d'ordre contre la montée du populisme.» Selon un sondage Harris Interactive, 48% des sympathisants CFDT ont voté Macron. Chez FO, ils sont 32% à avoir voté Mélenchon mais 24% pour Le Pen. Le syndicat refuse de donner un mot d'ordre. «FO n'a jamais donné de consigne de vote. FO n'avait pas participé au rassemblement de 2002, rappelle Patrick Gardin, le secrétaire départemental de FO en Charente. Ce n'est pas à nous d'imposer un vote.» Samantha Dumousseau, la secrétaire générale de la CGT, assure que son syndicat «rejette le fascisme». «Mais aussi l'ultralibéralisme.» D'ailleurs, 51% des cégétistes ont voté Mélenchon mais 15% ont préféré le FN. «On arrive au bout de notre système. Le monde du travail est dans un sale état. Pour ce 1^{er} Mai, on préfère faire barrage aux réformes libérales. Mais on doit continuer le combat contre le FN.»

A peine 300 personnes lundi soir place de la Victoire à Bordeaux pour s'indigner d'une Marine Le Pen au second tour. Une intersyndicale qui ne réussit pas à s'unir contre le FN pour le 1^{er} mai (voir ci-contre). L'entre-deux-tours de la présidentielle 2017 est aux antipodes de celui de 2002 quand une marée humaine avait crié non dans les rues partout en France. Ils étaient 10 000 dans les rues d'Angoulême.

Brice Labarde était parmi eux. Le patron de L'Alchimiste à Saint-Yrieix était le président du club de foot de Dirac. Il l'avait dissous en voyant sa commune voter FN. «Aujourd'hui, je préside le club de foot de Vars où Marine Le Pen finit en tête au premier tour, se désole le restaurateur. Les gens sont cons, ils ne retiennent pas les leçons», lance-t-il, désabusé. Pourtant cette année, il n'envisage pas d'action d'éclat. Il prévoit même de ne pas faire barrage, juste de voter blanc. «J'estime que Macron n'a pas besoin de ma voix. Et puis par principe, je ne peux pas voter pour un banquier.»

«Nous sommes un parti normal»

Sarah avait 12 ans en 2002. «Pour moi, Le Pen, c'était un gros méchant.» La jeune Charentaise, ins-

tallée depuis à Bordeaux, se souvient de la manif dans la cour de son collègue à Saint-Amant-de-Boixe. «Ça nous paraissait hypergrave, ça m'apparaissait impossible de ne rien faire.» La fille du «gros méchant» au second tour cette année? «Ça me terrifie, mais j'ai l'impression que c'est normal pour tout le monde. On ne vote plus pour Le Pen mais pour Marine. Elle a réussi la dédramatisation.»

«À l'époque, Jean-Marie Le Pen était plus virulent, convient Jean-Paul Berroyer, le secrétaire départemental du FN en Charente. Aujourd'hui, nous sommes un parti normal. Avant aussi, mais on était mal perçu.» Les propos de sa candidate sur le Vel d'Hiv? «Elle ne dit que la vérité.» Il reconnaît que le

ton de fin de campagne est moins lisse, moins apaisé que ce qu'elle promet pour la France. «En fin de campagne, tout le monde est fatigué, c'est normal.»

Malgré les dernières sorties sécuritaires de la leader du FN, malgré son aversion pour ce parti, Brice Labarde a décidé de prendre un risque «acceptable» en votant blanc. «Si j'étais convaincu qu'il y avait un réel danger, je ferais barrage. Mais voter Chirac, ça m'avait fait mal au cul!»

Sarah n'a pas participé à la manif lundi soir. Le 7 mai, elle va voter contre Le Pen. «Je comprends qu'on puisse ne pas le faire de gaité de cœur, mais mettre Le Pen au même niveau que n'importe quel autre candidat, c'est insupportable.»

Jean-Marie LE PEN, président d'honneur du FN

L'ex-patron du Front national n'a, semble-t-il, toujours pas pardonné à sa progéniture de l'avoir évincé de son propre parti. Invité de la matinale de France Inter hier, il a taclé sa fille Marine Le Pen trouvant sa campagne pour l'élection présidentielle «trop cool». Il a par contre salué les talents de tribun de Jean-Luc Mélenchon et «la percée remarquable» du candidat.

” Je pense qu'elle a été trop cool. À sa place, j'aurais fait une campagne à la Trump.

Les législatives avant le deuxième tour

Si les hackers russes s'intéressent aux sites d'En Marche!, toute la classe politique rêve d'espionner le téléphone de son commandant en chef, Emmanuel Macron. Très comptable de ses apparitions publiques depuis sa victoire du premier tour, Macron fait chauffer les téléphones de la droite et de la gauche. Le favori de la présidentielle pourrait paraître présomptueux à vouloir enjammer ainsi le deuxième tour. Il ne fait que se donner les outils pour réussir le pari de recomposer, à sa main et sous pression des résultats, le paysage politique des cinq prochaines années. La meilleure campagne de deuxième tour exige de tracer le chemin qu'il faudra suivre après la victoire. Macron compte sur l'effet de souffle pour y parvenir. Plus le Parti socialiste et plus le parti Les Républicains se décomposent, plus il dégagera l'horizon qu'il présentera au vote des Français le 7 mai. En somme, il aura réalisé la plus grande partie du travail attendu: dynamiter un système où les deux grands partis se faisaient successivement la courte échelle pour occuper les meilleures places sans rien changer au film.

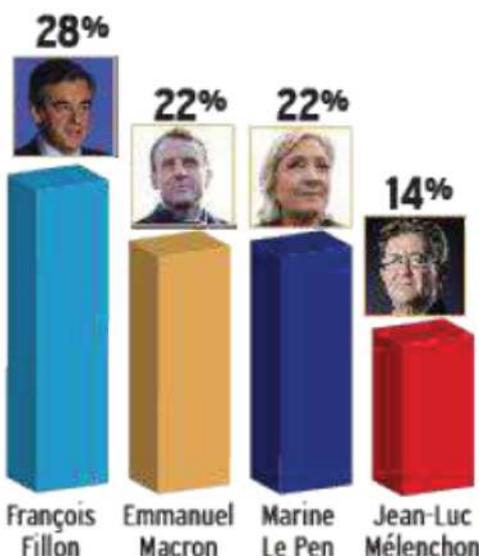
En dépit de tous les efforts pour colmater les brèches des deux bords, l'effet «Macron» produit son effet chaque jour. Il déchire pour de bon la gauche socialiste en deux camps, celui qui a soutenu Hamon et celui qui se dit déjà prêt à collaborer avec le vainqueur du 1^{er} tour, s'il devait remporter le 2^e comme tous les sondages le lui promettent. Manuel Valls est de ceux-là. À droite, les partisans d'Alain Juppé, Bruno Le Maire et les siens, ne cachent pas davantage l'intérêt qu'il y aurait à rejoindre un courant «humaniste et libéral» qui les démarquerait du courant le plus conservateur de leur parti, dirigé dans l'ombre par Sarkozy.

Le constat de ce gigantesque carambolage n'est pas encore dressé. Chez Les Républicains, on s'accroche encore à l'idée d'une cohabitation possible avec l'Élysée dans le cas d'une victoire aux législatives sur la base d'un programme proche de celui de Fillon. Mais qui peut y croire vraiment ? Les nombreuses triangulaires qui s'annoncent, la démobilisation qui suit une présidentielle, entameraient inévitablement la légitimité de la nouvelle assemblée si l'idée lui venait de s'opposer au pouvoir présidentiel fraîchement élu.

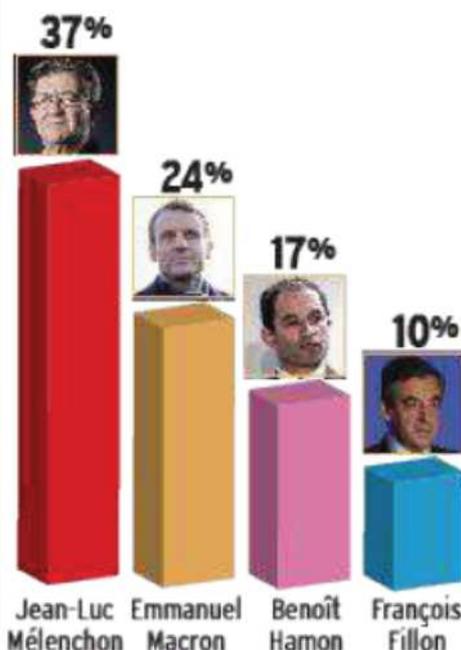
A chaque religion, son candidat favori



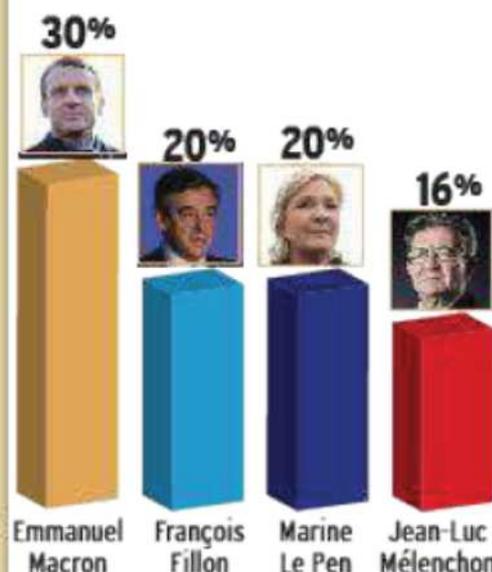
Le choix
des catholiques



Le choix
des musulmans



Le choix
des protestants



Sondage Ifop réalisé en ligne le 23 avril auprès d'un échantillon de 5.770 inscrits sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de 6.023 Français âgés de 18 ans et plus. INFOGRAPHIE CL

Pas d'union sacrée pour les syndicats le 1^{er} Mai

Leur appel unitaire avait permis de rassembler plus de 10 000 personnes dans les rues d'Angoulême. Un 1^{er} Mai 2002 qui reste parmi les plus fortes mobilisations. Un cortège entièrement dédié au refus du FN. Mais cette année, pas d'union sacrée, pas d'unité, pas d'appel à dire non. «Les autres organisations syndicales sont cristallisées contre la loi travail, regrette Philippe Beaumatin, le secrétaire départemental de la CFDT, syndicat qui a approuvé la loi. Je regrette qu'il n'y ait pas un mot d'ordre contre la montée du populisme.» Selon un sondage Harris Interactive, 48% des sympathisants CFDT ont voté Macron. Chez FO, ils sont 32% à avoir voté Mélenchon mais 24% pour Le Pen. Le syndicat refuse de donner un mot d'ordre. «FO n'a jamais donné de consigne de vote.

FO n'avait pas participé au rassemblement de 2002, rappelle Patrick Gardin, le secrétaire départemental de FO en Charente. Ce n'est pas à nous d'imposer un vote.» Samantha Dumousseau, la secrétaire générale de la CGT, assure que son syndicat «rejette le fascisme». «Mais aussi l'ultralibéralisme.» D'ailleurs, 51% des cégétistes ont voté Mélenchon mais 15% ont préféré le FN. «On arrive au bout de notre système. Le monde du travail est dans un sale état. Pour ce 1^{er} Mai, on préfère faire barrage aux réformes libérales. Mais on doit continuer le combat contre le FN.»

Dominique Breillat (politologue)

«En quinze jours, tout peut arriver»

Dominique Breillat (Repro CL) est un universitaire poitevin spécialiste des questions politiques. Il décrypte la banalisation du FN en 2017.

Pourquoi le FN au second tour ne déclenche-t-il pas cette année de vague républicaine?

Dominique Breillat. Jean-Marie Le Pen n'était pas perçu comme sa fille Marine peut l'être aujourd'hui. On était encore dans le clivage gauche droite. Le FN était une surprise. Depuis,

l'extrême droite a réussi son implantation, notamment avec la ruralisation de son électorat.

À part cette ruralisation, le FN d'aujourd'hui est-il le même qu'il y a quinze ans?

La différence profonde, c'est que Jean-Marie Le Pen n'a jamais souhaité être au pouvoir. Il se complaisait dans son rôle d'opposant. Sa fille, elle, veut le pouvoir. Alors elle adapte son discours pour élargir sa base. C'est d'ailleurs pour ça qu'il y a des frictions entre le père, la fille et la nièce.

En 2002, le FN avait fait le plein de ses voix au premier tour. Cette année, les reports et les votes blancs peuvent-ils inquiéter?

En quinze jours, tout peut arriver. Il faut se méfier des résultats acquis. N'oublions pas le référendum sur l'Europe en 2005. Cette année, le jeu est plus compliqué, Fillon a donné une consigne claire, mais il n'y avait qu'une unité de façade dans son camp. L'extrême gauche a une attitude difficile à comprendre. Jean-Luc Mélenchon qui appelait au barrage en 2002



a de l'amertume d'avoir raté la marche de très peu.

Et que penser des calculs, «je vote Le Pen mais elle ne pourra pas gouverner parce sans majorité à l'Assemblée nationale»?

Un Président sans majorité ne peut rien faire. Il n'y aura aucune révision constitutionnelle sans le Sénat même si elle avait une majorité à l'assemblée.

La colère des parents des jeunes pompiers entendue

Expliquer et apaiser les tensions. C'est l'exercice auquel s'est prêté Jérôme Sourisseau, le président du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis), hier soir à Jarnac lors d'une réunion organisée à l'attention de parents et des formateurs de jeunes sapeurs-pompiers (JSP). Une réunion inédite. «*La première du genre*», a-t-il rappelé à côté du colonel Jean Moine, patron du corps départemental des sapeurs-pompiers, soucieux de bien marquer leur volonté commune «*de tout mettre sur la table*». À savoir «*les loupés*» qui ont émaillé le quotidien de ces jeunes JSP ces dernières semaines entre l'annulation du parcours sportif, une compétition départementale qui leur est destinée, et la non-fourniture d'équipements pour leur formation. Et mis le feu aux poudres dans les rangs de nombreux parents, lesquels étaient venus dire alors leur courroux au colonel Jean Moine au début du mois. Une colère entendue.

«*Nous avons très mal communiqué sur ces problèmes déjà, on le reconnaît, s'est excusé Jérôme Sourisseau. Raison pour laquelle je tenais à cette rencontre aussi et afin*

de rappeler en premier lieu, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, qu'on est là pour accompagner au mieux nos JSP, on compte sur eux, c'est la première chose.»

Et d'expliquer ensuite l'annulation surprise du parcours sportif «*par la période délicate relative à la grève déclenchée par les pompiers professionnels en début d'année*». «*Elle nous a contraints à cette issue, avec regrets.*» Quant aux problèmes d'équipements: «*Nous n'avons été ni négligent, ni proactif dans ce domaine. Nous sommes simplement victimes de notre souci d'avoir voulu faire mieux que les autres en prenant en charge leur fourniture, ce qui nous a conduits à passer par le cadre d'un marché public et d'un fournisseur qui n'a pas respecté ses délais.*»

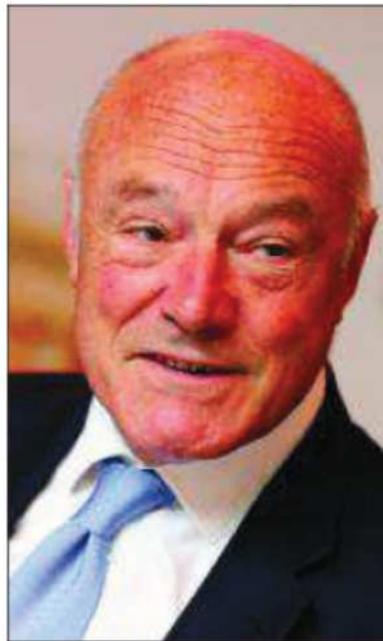
Des arguments qui ont plus ou moins convaincu des parents et des formateurs qui ont pu faire part néanmoins de leurs inquiétudes dans ce domaine, aussitôt rassurés par Jérôme Sourisseau. «*Ils seront équipés comme il se doit au début de l'été, a-t-il promis. Et nous renouvelerons l'ensemble des équipements pour tous en 2018 si notre budget nous le permet.*»

Presque toute la gauche départementale appelle à voter Macron

«Charente à gauche» appelle à «un vote massif en faveur d'Emmanuel Macron». C'est le titre d'un communiqué publié hier en début d'après-midi par les conseillers départementaux de gauche de la Charente. Seize signatures paraphent le document. Il en manque deux: celles du conseiller départemental communiste de Boixe-et-Manslois, Patrick Berthault, et de l'inclassable maire de Puymoyen, Gérard Bruneteau, qui a remplacé Jean-François Dauré sur les bancs de l'opposition départementale. «À l'issue du scrutin de ce dimanche 23 avril, les Français ont choisi de porter au second tour de l'élection présidentielle Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Le premier est porteur de valeurs humanistes et républicaines qu'un président se doit de défendre. La seconde est une messagère de la haine, de l'intolérance, de tout ce qui porte atteinte au vivre-ensemble, de tout ce qui fait la richesse de notre nation. En conséquence, les élus du Groupe de gauche du conseil départemental de la Charente signataires du présent communiqué appellent sans hésitation à voter massivement en faveur d'Emmanuel Macron, seul candidat garant de notre démocratie, au second tour», écrivent les seize signataires qui sont: Nicole Bonnefoy, Michel Boutant, Philippe Bouty, Michel Buisson, Jeanine Durepaire, Jeanne Filloux, Fabienne Godichaud, Maryse Lavie-Cambot, Fabrice Point, Sandrine Précigout, Annick Richard, Marie-Claude Rochard, Frédéric Sardin, Thibaut Simonin, Jean-Michel Tamagna, Fatna Ziad.

Alain Rousset a voté Macron

Il avait brillé par son silence pendant toute la campagne du premier tour, restant fidèle au PS. S'il avait reçu Emmanuel Macron à un petit-déjeuner, Alain Rousset (Photo archives B. C.) ne s'était jusque-là à aucun moment exprimé en faveur de l'ancien ministre de l'Économie. Malgré leur proximité idéologique en matière d'économie notamment. Le président de Nouvelle-Aquitaine n'avait pas, non plus, critiqué Benoît Hamon qui l'avait pourtant qualifié, sur les ondes de France Bleu, de «président ami des grands groupes». Au lendemain du premier tour, Alain Rousset a reconnu qu'il avait voté en faveur d'Emmanuel Macron selon nos confrères de France 3. Ce qui n'est pas une surprise. Macron était déjà soutenu par Jean-Yves Le Drian, l'un des meilleurs amis en politique d'Alain Rousset. «Il est à la fois le renouvellement, l'Europe et la défense d'un modèle social et économique. J'appelle tous les électeurs et toutes les électrices à se reporter sur lui au deuxième tour d'une manière massive», indique Alain Rousset qui poursuit: «Benoît Hamon a été critique pendant tout le quinquennat. Il en paie aujourd'hui le prix.»



Le Pen: œillades à droite et à gauche

Très offensive, Marine Le Pen tentait hier de rallier les électeurs de Fillon et Mélenchon tandis qu'Emmanuel Macron estimait que «rien n'est gagné» dans la bataille du second tour.

Emmanuel Macron a assuré hier soir que «rien n'est gagné» dans la bataille du second tour de la présidentielle face à Marine Le Pen, répondant à un avertissement de François Hollande, pour qui le score du FN au premier tour ne doit pas être sous-estimé. «L'enjeu, c'est que le Front national soit le plus faible possible» le 7 mai, a en effet affirmé le chef de l'État depuis Laval, estimant qu'«il n'y a pas eu de prise de conscience de ce qui s'est passé dimanche».

Très offensive, la candidate du Front national, arrivée dimanche deuxième derrière Emmanuel Macron, a dénoncé hier soir sur France 2 le projet d'Emmanuel Macron: «Le projet de M. Macron, c'est un projet fratricide car il vise à jeter les communautés les unes contre les autres, jeter les salariés les uns contre les autres et notamment avec la directive des travailleurs détachés», a-t-elle affirmé, invitée à dire ce qu'elle pouvait dire aux électeurs de Jean-Luc



Mélenchon. Elle a lancé aux électeurs de La France insoumise: «Est-ce que sérieusement vous envisagez de voter pour M. Macron qui a annoncé qu'il allait mener une guerre sociale éclair dès son élection par ordonnances?»

Dans la matinée au marché de Rungis (Photo AFP), Marine Le Pen avait déjà fait de l'œil aux partisans de Mélenchon en se posant en

candidate de la «régulation», contre Emmanuel Macron, partisan «du libre-échange total».

A défaut d'obtenir des soutiens d'élus LR, elle a eu également «une pensée pour les électeurs de François Fillon», victimes selon elle d'une «trahison» du candidat qui a appelé dès dimanche soir à voter Emmanuel Macron.

Marine Le Pen tiendra demain soir un meeting à Nice, bastion de la droite qui a placé François Fillon devant elle, puis au Parc des Expositions de Villepinte pour un grand meeting à l'occasion du traditionnel 1^{er} mai frontiste. Cette stratégie de forte présence sur le terrain contraste avec celle d'Emmanuel Macron, qui a annoncé à la dernière minute sa visite à Garches et prévoit aujourd'hui un déplacement dans la Somme. Il se rendra à l'usine Whirlpool d'Amiens, menacée de fermeture, avant un meeting dans le Pas-de-Calais à Arras, deux départements où Marine Le Pen est arrivée en tête dimanche.

160 hollandistes appellent à voter Macron

160 «hollandais», ministres, parlementaires et responsables locaux appellent à voter pour Emmanuel Macron au second tour pour contrer Marine Le Pen, dans une tribune publiée lundi soir sur le site du *Monde* où ils défendent le bilan du quinquennat et leur «*culture sociale-démocrate*». Après avoir écrit que «*Benoît Hamon a mené une campagne courageuse*», ils font valoir qu'il est de leur «*responsabilité*» de se «*rassembler au nom de l'urgence de la situation, des valeurs que nous portons, de l'action menée depuis des décennies au service des Français*». Les ministres PS Stéphane Le Foll, Jean-Marc Ayrault, Michel Sapin, Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Christian Eckert ou l'écologiste Emmanuelle Cosse, et les ex-ministres François Rebsamen, Marie-Arlette Carlotti, Valérie Fourneyron figurent dans les signataires.

Sarkozy va voter pour le candidat d'En marche!

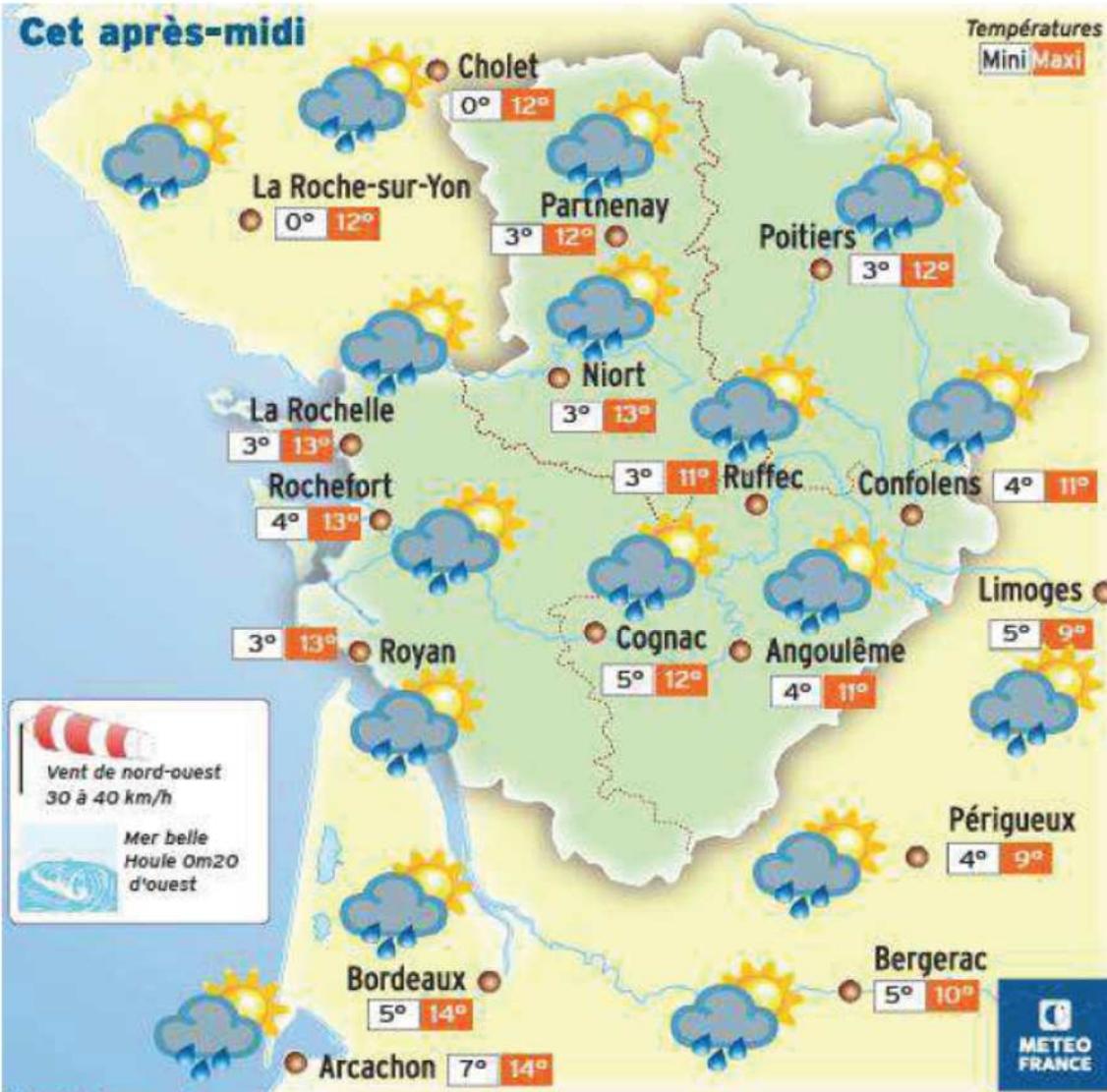
L'ex-président va annoncer qu'il votera en faveur d'Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, ont indiqué des sources LR hier, sans préciser si Nicolas Sarkozy allait voter pour le candidat d'En marche! «à titre personnel» ou s'il allait appeler son camp à voter en sa faveur. Dans des propos au *Monde*, Christian Estrosi préconise d'«*exclure tous ceux qui ne feront pas le choix très clair de faire voter pour faire barrage à Marine Le Pen*» et réfute toute négociation avec le camp Macron.

Le rôle que pourrait jouer Sarkozy après la défaite de François Fillon a par ailleurs été abordé hier lors du petit déjeuner bimestriel des sarkozystes, qui réunit environ soixante-dix élus. La direction opérationnelle de la campagne des législatives serait confiée à Christian Jacob, président des députés LR, sa direction politique (ou coordination) à François Baroin, président des maires de France, selon plusieurs sources LR.

La consultation des «insoumis» lancée

Les quelque 450.000 soutiens de La France insoumise sont invités depuis hier, 18h, à se prononcer pendant une semaine sur leur choix pour le second tour de la présidentielle. Après avoir raté de peu la qualification pour le second tour, Jean-Luc Mélenchon (19,6% des voix) n'avait pas donné dimanche de consigne de vote. Un choix qui lui a été beaucoup reproché depuis, parfois même parmi ses soutiens. «*Il ne s'agit pas de donner une consigne de vote mais de faire connaître la position des Insoumis*», précise son équipe dans le texte de la consultation, expliquant donner trois possibilités de vote: blanc ou nul, pour Macron ou abstention. «*Le vote pour la candidate d'extrême droite ne saurait donc représenter une option.*» Ce vote est accessible aux seuls signataires de La France insoumise «*enregistrés avant le dimanche 23 avril à 22 heures*» et la consultation, anonyme, court jusqu'au mardi 2 mai à midi. Les résultats seront officiellement annoncés le même jour, l'après-midi.

Cet après-midi



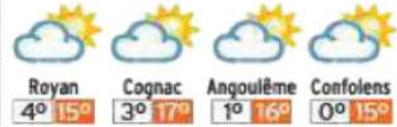
Fraîcheur et averses.

Belles éclaircies matinales des Deux-Sèvres à la Charente-Maritime, et sans doute un ciel plus chargé mais sec plus à l'est. A partir de la mi-journée, le ciel va devenir menaçant sur toute la région, des averses sont à craindre au cours de l'après-midi, un peu plus marquées sur le Poitou. Le vent de Nord est faible à modéré, puis assez fort de Nord-Ouest l'après-midi sur la côte ; L'ambiance reste fraîche pour la saison.

Jeu



Vendred



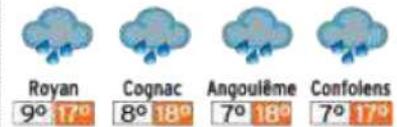
Samedi



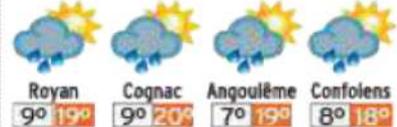
Dimanche



Lundi



Mardi



HIER

Mini / 16h



Les deux candidats du second tour, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, étaient hier matin à la cérémonie d'hommage au policier tué sur les Champs-Élysées, Xavier Jugelé. PHOTOS MAXPPP

Second tour : à chacun sa stratégie

PRÉSIDENTIELLE
2017 

Le front anti-Le Pen s'étoffe et Macron est taxé de triomphalisme. Les candidats tentent de faire taire les critiques et de relancer leur campagne. **Pages 2 à 5**

EMMANUEL MACRON Après une courte pause, le leader d'En marche ! est de nouveau en mouvement. Et décidé à faire taire les critiques

Trois jours après sa qualification pour le second tour de la présidentielle, Emmanuel Macron tiendra son premier meeting ce soir à Arras. Tout sauf un hasard. Dimanche soir, dans cette commune du Pas-de-Calais, le leader d'En marche ! est arrivé en tête, avec 24,61 % des voix. Toutefois, à l'échelle du département, et plus encore de cette région des Hauts-de-France, c'est bien la candidate frontiste qui l'a emporté. Alors, quel meilleur endroit pour attaquer cet entre-deux-tours face à la fille de Jean-Marie Le Pen ? Celle que ses lieutenants n'appellent plus que Marine pour mieux gommer toute référence à son père.

Toutefois, si l'ex-ministre de l'Économie est de nouveau en mouvement, il a aussi pris le temps de marquer une pause. Du moins médiatique. « Il fallait faire retomber la pression », souligne son entourage. Silencieux depuis dimanche soir, il n'a en effet repris la parole qu'hier après-midi, à la faveur d'abord d'un déplacement-annoncé dans la matinée - à l'hôpital de Garches, dans les Hauts-de-Seine. Puis lors du 20 Heures de France 2, où il s'est montré particulièrement incisif. En particulier contre Marine Le Pen : « Les valeurs du Front national ne sont pas celles de la République. »

Front républicain

Jusque-là, ses derniers mots à la presse étaient ceux, pour le moins vifs, prononcés dimanche soir à sa sortie de La Rotonde, cette chic brasserie parisienne où il a fêté avec son équipe et quelques célébrités ses 24 % du premier tour. « Si vous n'avez pas compris que c'était mon plaisir ce soir, d'inviter mes secrétaires, mes officiers de sécurité, c'est que vous n'avez rien compris à la vie », lançait-

il aux journalistes, lui demandant si ce dîner était son « Fouquet's » à lui. Mais, comme il l'a rappelé hier soir, il « assume totalement », ajoutant qu'il n'obéirait pas au « diktat d'une bien-pensance triste ». Traduction : circulez, il n'y a rien à voir. Un peu plus tôt, un de ses proches nous expliquait : « On pouvait quand même célébrer le fait que Le Pen ne termine pas en tête de ce premier tour. [...] On a construit tout ça en un an, avec une ligne proeuropéenne et sans monter les Français

« Vous n'avez rien compris à la vie » (Emmanuel Macron)

les uns contre les autres, ne l'oublions pas. Pour autant, on ne fait pas des sauts de cabri.»

Et pour cause. Certes, les sondages lui sont favorables, mais une question se pose : le front républicain, qui s'est mis en place dès dimanche soir de gauche à droite, offre-t-il toutes les garanties ? Hier, Pierre Laurent, le patron du Parti communiste, a appelé à « battre le plus largement Marine Le Pen », sans toutefois exclure

« Il ne faut pas tomber dans ses pièges, ni courir derrière [le Front national] »

qu'elle puisse être élue, si la mobilisation des électeurs n'était pas au rendez-vous.

Une crainte étayée notamment par le silence de Jean-Luc Mélenchon. Fort de ses 19,6%, il n'a toujours pas donné de consignes de vote.

Chez Les Républicains, malgré l'appel sans équivoque de François Fillon à voter pour Emmanuel Macron, plusieurs parlementaires ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils ne le suivraient pas. Éric Ciotti, le député des Alpes-Maritimes, Henri Guaino, l'ancienne plume de Nicolas Sarkozy, Nadine Morano ou encore l'influente association anti-mariage pour tous Sens commun assument en effet ouvertement leur refus de choisir entre l'un des deux finalistes. Une ligne du « ni-ni » que partage également le Parti chrétien-démocrate de Jean-Frédéric Poisson.

« Ils l'ont nourri »

En marge d'un déplacement en Mayenne hier après-midi, François Hollande s'est ému de cette banalisation du FN (lire ci-contre). Difficile cependant d'oublier que ce verdict arrive après cinq ans de hollandisme. Il n'empêche, les inquiétudes sont là. Jean-Christophe Cambadélis, le patron du PS, a en effet déploré qu'Emmanuel Macron considère, « à tort, que c'était fait ». « Que Marine Le Pen soit en deçà ou au-delà de 40 %, c'est un élément d'importance pour l'ensemble de son quinquennat », a-t-il averti.

Mais pas question pour l'ex-banquier de baisser pavillon sur ce point – comme sur les autres. Hier, il a été très clair : « Vous m'avez entendu vous dire que je ne voulais pas me résoudre au fait que tout le monde avait communément admis que le FN était forcément qualifié pour le second tour. Certains se réveillent avec la gueule de bois, grand bien leur fasse ! » Et d'ajouter : « Ils n'avaient qu'à s'activer avant, ils l'ont nourri. » La pause est terminée.

L'appel de François Hollande

Le président a plaidé hier pour une vraie « prise de conscience » sur l'enjeu du scrutin

François Hollande a estimé hier que désormais, « l'enjeu, c'est que le Front national soit le plus faible possible » au second tour de la présidentielle, s'inquiétant qu'il n'y ait pas eu de « prise de conscience » du niveau atteint par Marine Le Pen dimanche, derrière le leader d'En Marche !, Emmanuel Macron.

« Je pense qu'il convient d'être extrêmement sérieux et mobilisé, de penser que rien n'est fait parce qu'un vote, ça se mérite, ça se conquiert, ça se justifie, ça se porte », a averti le chef de l'État dans un aparté avec la presse, lors d'un déplacement à Laval.

« Ce n'est pas la même chose pour un pays de savoir que l'extrême droite est à 20, 30 ou 40 % », a-t-il souligné, rappelant le précédent de 2002 où, après l'élimination de

Lionel Jospin, Jacques Chirac avait battu Jean-Marie Le Pen à 80 % contre 20 %. Les sondages publiés depuis dimanche donnent 62 à 64 % d'intentions de vote pour le candidat d'En Marche !, contre 36 à 38 % à la candidate du Front national, mais les analystes n'excluent pas un score beaucoup plus serré le 7 mai.

Le président s'engage

Selon François Hollande, « tout le monde a regardé le résultat avec un ordre d'arrivée. Et on a oublié que c'était quand même Marine Le Pen qui était au deuxième tour », a-t-il fait valoir.

Le président a appelé à montrer quelles seraient les conséquences concrètes de l'accession au pouvoir du FN. Il a également indiqué que,



François Hollande s'est exprimé hier lors d'un déplacement à Laval. PHOTO AFP

« sans être [lui]-même dans la campagne », il s'engagerait dans l'entre-deux-tours, pendant lequel il doit multiplier les déplacements.

MARINE LE PEN Très active, la candidate multiplie les interventions pour élargir sa base électorale. Sur le papier, elle dispose de peu de réserves de voix

« Nous voulions embrayer immédiatement », explique Steeve Briois, vice-président du Front national. Depuis lundi matin, Marine Le Pen s'emploie à saturer l'espace médiatique et à pilonner son adversaire.

Elle enchaîne les déplacements. Lundi matin sur un marché du Pas-de-Calais ; lundi soir au journal télévisé de France 2. Hier matin à Rungis – où l'accueil fut mouvementé – puis à la préfecture de police de Paris, pour l'hommage à Xavier Jugelé. Hier soir sur TF1...

« Ce rythme contraste avec l'attentisme d'Emmanuel Macron, qui, depuis dimanche, paraît absent... », estime Étienne Bousquet-Cassagne, conseiller régional FN.

À Nice, en terre sarkozyste

Comment passer de 21,30 % des voix à une majorité absolue au second tour ? Équation difficile pour la candidate frontiste, d'autant qu'une grande majorité des personnalités de droite et de gauche appelle à lui faire barrage. Seule Christine Boutin lui a apporté son maigre soutien.

Depuis quarante-huit heures, Marine Le Pen multiplie les signaux. Pour tricoter une majorité « patriote », elle cible les électeurs de trois recalés du premier tour. Nicolas Dupont-Aignan ? Elle a jugé lundi soir, sur France 2, son projet « extrêmement proche » du sien. Le fondateur de De-

« Nous allons être portés par un élan populaire contre le système » (Étienne Bousquet-Cassagne)

fief communiste où le leader des « In-soumis » a obtenu 27 % des voix.

François Fillon ? Elle affirme que beaucoup d'élus de droite « ne comprennent pas » son soutien à Emmanuel Macron, et tiendra un meeting demain à Nice, terre sarkozyste, où François Fillon est arrivé en tête dimanche dernier.

Donnée systématiquement battue dans les sondages, la candidate FN dispose de faibles réserves de voix. Selon une enquête d'Ipsos-Sopra-Steria réalisée dimanche, Marine Le Pen pourrait compter sur seulement 9 %

des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Et sur un tiers des électeurs de François Fillon.

Quant à la synthèse politique qu'elle entend porter, un projet souverainiste et identitaire, l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste de l'extrême droite, la juge acrobatique : « Son programme économique effraie les fillonistes. Et ses positions sur l'immigration hérissent les mélenchonistes. »

Présidence du FN : le retrait

Étienne Bousquet-Cassagne veut croire, lui, que sa championne fera mentir ces analyses. « Les données statistiques sur les reports de voix ne veulent pas dire grand-chose. Elles ne prennent pas en compte la dynamique de cette campagne d'entre-deux-tours, qui peut tout changer. Nous allons être portés par un élan populaire contre les élites, contre le système. »

Il juge aussi, comme d'autres cadres frontistes, qu'une partie des électeurs potentiels d'Emmanuel Macron pourraient ne pas se déplacer aux urnes. « À force d'annoncer sa victoire comme acquise, il peut y avoir une démobilisation importante. Et nous ne sommes plus du tout dans le contexte du front républicain de 2002. »

Toute à son souci d'élargir sa base électorale, Marine Le Pen s'est par ailleurs mise en congé, lundi, de la présidence du Front national. Elle veut se hisser « au-dessus des partis ». Et cherche sans doute à se détacher de l'image clivante du FN.

Jean-François Jalkh, premier vice-président, militant frontiste depuis 1974, la remplace. Un retrait purement formel : les instances dirigeantes du Front national n'ont pas de réunion d'ici au second tour.

Sarkozy doit s'exprimer bientôt

L'ancien président Nicolas Sarkozy va annoncer qu'il votera en faveur d'Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, ont indiqué des sources LR concordantes hier. Aucune de ces sources n'a été toutefois en mesure de préciser si l'ex-chef de l'État allait voter pour le candidat d'En marche ! « à titre personnel » ou s'il allait appeler son camp à voter en sa faveur. L'une des sources a ajouté que l'ancien président devrait également dire qu'il « respecte les autres choix de sa famille politique ». « M. Sarkozy s'exprimera d'ici quelques jours », a-t-on affirmé, sans plus de précisions.

Lundi soir, le bureau politique de LR a adopté un texte appelant à « voter contre Marine Le Pen pour la faire battre au second tour de l'élection présidentielle » (lire notre édition d'hier). « Face au Front national, l'abstention ne peut être un choix », est-il écrit.

RECOMPOSITION Le rôle que pourrait jouer Nicolas Sarkozy après la défaite de François Fillon a par ailleurs été abordé hier lors du petit déjeuner bimensuel des sarkozystes, qui réunit environ 70 élus. La direction opérationnelle de la campagne des législatives serait confiée à Christian Jacob, président des députés LR, sa direction politique (ou coordination)



Nicolas Sarkozy devrait s'exprimer « d'ici quelques jours », selon des sources. AFP

à François Baroin, président des maires de France, selon plusieurs sources LR. Laurent Wauquiez, vice-président de LR, deviendrait le leader du parti, en attendant l'élection par le congrès d'un nouveau président, prévue à l'automne, selon des sources LR. « En cas de cohabitation », si la droite et le centre réunis devenaient majoritaires à l'Assemblée en juin, François Baroin aurait vocation à devenir Premier ministre, selon plusieurs élus sarkozystes.

HIER SOIR. Marine Le Pen était à 21 heures l'invitée de la première des deux émissions que la chaîne consacre, en prime time, à ce second tour – Emmanuel Macron lui succédera demain.

Elle a présenté ce duel comme le choix entre « la nation » et « la mondialisation sauvage ». La candidate du FN a par ailleurs accusé Emmanuel Macron d'être « entre les mains de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) » et de porter « un projet fratricide, qui vise à jeter les salariés les uns contre les autres, les communautés les unes contre les autres ».

Mélenchon et PCF : la méfiance revient

GAUCHE Les « Insoumis » et les communistes sont en désaccord à propos du vote du 7 mai, mais aussi sur la prochaine campagne : celle des législatives

Il se regardent toujours comme chien et chat. Entre Jean-Luc Mélenchon et le Parti communiste, le mariage est beaucoup de raison, peu de cœur.

Ainsi, à peine le Palois Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF, a-t-il rendu un hommage sincère « au score et à la campagne magnifiques de Jean-Luc Mélenchon » qu'il souligne que la majorité des meilleurs scores du candidat de La France insoumise a été obtenue dans des villes communistes. Dans la couronne de Paris, avec le Val-de-Marne, à Saint-Étienne-du-Rouvray, la commune du prêtre égorgé par deux djihadistes, comme à Tarnos, Fargues-de-Langon, Saint-Pierre-d'Aurillac et jusqu'à Mouscardès, dans les Landes.

Pas question de laisser le député européen s'attribuer à lui seul les lauriers de la campagne, même s'il serait cruel de rappeler le score obtenu par les derniers candidats étiquetés PCF, Robert Hue en 2002 et Marie-George Buffet en 2007 (3,37% et 1,93%).

« Une ennemie, un adversaire »

À l'opposé de Jean-Luc Mélenchon, le PCF a immédiatement appelé à voter Macron contre Le Pen. « Attention, prévient Olivier Dartigolles, donner sa voix à Macron le 7 mai n'est en aucun cas lui donner un blanc-seing pour la suite, et nous le prouverons dès le 1^{er} mai et les législatives. »

Des élections cruciales, selon Olivier Dartigolles, pour qui « le temps presse ». Ce qui fait sourire Christophe Miqueu, mandataire girondin de La France insoumise. « Le PC était moins pressé pour soutenir Mélenchon et entrer en campagne. Pour notre part, pas de précipitation. »

Les « Insoumis » veulent prendre leur temps. Y compris pour se prononcer sur le 7 mai. « Qui peut croire que Marine Le Pen sera élue le 7 mai ? demande Christophe Miqueu. Peut-

on trouver dans le parcours de Mélenchon une seule complaisance à l'égard de l'extrême droite ? Qui a défié Marine Le Pen à Hénin-Beaumont ? Dans ce second tour, nous avons une ennemie, Marine Le Pen, et un adversaire, Emmanuel Macron. »

Reste que le silence de Mélenchon, qui, en 2002, avait appelé à faire battre le plus largement possible Jean-Marie Le Pen, continue d'indisposer la gauche plus sociale-démocrate. « Entre populistes, on se comprend, lâche un élu socialiste. Mélenchon ne tape pas sur Le Pen, en espérant récupérer une partie de son électorat aux législatives. »

212 circonscriptions

L'hommage empoisonné de Jean-Marie Le Pen à Jean-Luc Mélenchon,

et sa « position très digne », n'a évidemment pas détendu l'ambiance. « Les électeurs de Mélenchon qui voteraient Le Pen le 7 mai seraient extrêmement minoritaires et chaque électeur est libre », réplique Christophe Miqueu. En attendant, le résultat de la consultation lancée par Jean-Luc Mélenchon, les réseaux sociaux « insoumis » semblaient pencher nettement en faveur de l'abstention.

Au-delà du 7 mai, on l'a compris, Mélenchon et communistes ne sont de nouveau pas en phase. Ce qui désole la Place du Colonel-Fabien. « Il y a 212 circonscriptions où le total des voix de Mélenchon, Hamon, Poutou et Arthaud est majoritaire, explique Olivier Dartigolles. On a le choix entre les remporter en tendant la main aux électeurs de la gauche antilibé-

rale ou n'en gagner qu'une poignée en restant divisés. »

Chez Jean-Luc Mélenchon, où on présente des candidats « insoumis » contre des élus communistes sortants et où on en veut à Benoît Hamon d'avoir fait manquer le second tour, « pas question de refaire la gauche plurielle au prix d'accords d'appareils et de tambouille électorale », assure de son côté Christophe Miqueu.

Et Mélenchon, briguera-t-il une circonscription ? « Je l'ignore, répond son mandataire girondin. Mais on aura besoin de son talent et de sa personnalité, même si les législatives, c'est 577 candidats qui doivent faire leurs preuves et convaincre les électeurs. »

Le jeu étrange de Mélenchon

On l'avait connu plus éloquent ou tout simplement plus bavard. On avait encore de lui le souvenir de 2002, lorsque, ministre sortant du gouvernement Jospin (mais oui !), il appelait avec ardeur à voter Chirac pour contrer Le Pen et fustigeait « ceux qui comptent sur le voisin pour sauvegarder l'essentiel ». En quinze ans, que de chemin parcouru ! Las, il s'agit d'un chemin pris à l'envers. Voici Jean-Luc Mélenchon saisi par des pudeurs de gazelle, pour reprendre son expression. Il fait d'abord mine de douter des résultats, puis il attend de voir. Lui qui n'a rien demandé à personne pour se lancer dans l'aventure présidentielle, le voici qui s'apprête à consulter par Internet 400 000 de ses soutiens avant de décider quelle position adopter.

**BRUNO
DIVE**

b.dive@sudouest.fr



D'un dirigeant politique, on attend qu'il prenne des positions claires lorsque l'essentiel est en jeu, et cela vaut aussi pour la droite

Cette attitude, qui place Jean-Luc Mélenchon quelque part entre Laurent Wauquiez et Eric Ciotti, n'est pas responsable. D'un dirigeant politique, on attend qu'il prenne des positions claires lorsque l'essentiel est en jeu, et cela vaut aussi pour la droite. Comme l'a fort justement dit François Fillon au soir de sa défaite, pour un responsable politique, l'abstention n'est pas une option. L'on pourrait ajouter que le silence n'est pas une solution,

et que s'abriter derrière une prétendue consultation démocratique par Internet ne saurait tenir lieu de politique. Même si, parmi ses partisans ou ses électeurs, beaucoup rechignent à voter pour Emmanuel Macron, c'est à lui en l'occurrence de leur montrer le chemin. Mélenchon, que l'on a connu plus inspiré au cours de sa belle campagne, ne saurait terminer celle-ci en s'appliquant à lui-même la formule : « Je suis leur chef, donc je les suis. »

Lui qui se faisait fort de défier Marine Le Pen sur ses propres terres électorales en 2012, lui qui a sans doute par sa campagne freiné l'ascension de la candidate du FN, serait-il tenté de remettre au goût du jour le fameux slogan du candidat communiste de 1969, Jacques Duclos : « Bonnet blanc et blanc bonnet » ? Mais il s'agissait alors de choisir entre le gaulliste Pompidou et le centriste Poher, pas entre la candidate de l'extrême droite et celui d'un mouvement central. Ce faisant, Jean-Luc Mélenchon participe, avec d'autres, à la dédramatisation déjà largement entamée du Front national. Il se coule dans ce nouveau clivage que tente d'imposer Marine Le Pen entre nationalistes et européens. Et lui qui prétend incarner la vraie gauche ne fait que brouiller un peu plus les repères.

Cognac travaille son inscription à l'Unesco

Le vignoble du cognac travaille lentement mais sûrement à son inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco à travers une série de réunions publiques. Entamée en 2011, cette démarche se heurte à un obstacle : faute de bâtiments historiques, il s'agirait de classer le patrimoine immatériel. Les porteurs du projet mobilisent donc autour du vignoble de Cognac, de l'île de Ré aux confins de la Charente et jusqu'en

Dordogne. Ils viennent de lancer un appel pour recenser les savoir-faire les plus variés (vieillessement, assemblage, gabarriers, verriers, pépiniéristes) afin de construire le dossier le plus étayé possible, qui pourrait être transmis au ministère de la Culture à la fin de l'année, avant la demande finale à l'Unesco.

La gauche départementale appelle à voter Macron

DÉPARTEMENT Les élus d'opposition font front commun... à deux exceptions près

Ils sont 16 sur les 18 conseillers départementaux de gauche à avoir signé hier « un appel à un vote massif » au second tour en faveur d'Emmanuel Macron. Un engagement sans ambiguïté en faveur du « seul candidat garant de notre démocratie, porteur de valeurs humanistes et républicaines qu'un président se doit de défendre », écrit le groupe des élus de gauche. Par opposition à la candidature de Marine Le Pen, « messagère de la haine, de l'intolérance, de tout ce qui porte atteinte au vivre ensemble, de tout ce qui fait la richesse de la nation ».

Hésitation et abstention

Seuls deux noms manquent à l'appel. A savoir Patrick Berthault, le conseiller départemental PC de Boixe-et-Manslois, proche de la France insoumise, qui a parrainé Philippe Poutou. Il hésite toujours « même s'il sait en son âme et conscience qu'il faut faire barrage au FN » (« Sud Ouest » d'hier). Gérard Bruneteau, maire sans étiquette de Puymoyen et conseiller de La Couronne, lui s'abstiendra, dit-il, car il ne se retrouve dans aucun candidat au second tour. Il précise qu'il n'a parrainé aucun candidat et refuse de s'exprimer sur la montée du Front national.

La droite qui ne se jette pas dans les bras de Macron

La question divise les militants des Républicains : au second tour, faut-il voter Emmanuel Macron pour faire barrage au FN, s'abstenir, voire donner son suffrage à Marine Le Pen ? L'enquête électorale du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po), réalisée par Ipsos et Sopra-Steria les 16 et 17 avril, avant le premier tour, affirme que seuls 42 % des électeurs de François Fillon seraient disposés à voter Macron au second tour contre 31 % pour Marine Le Pen et 27 % d'incertains.

Chez les élus, dans la foulée du candidat lui-même, les appels à voter Macron se sont multipliés dès dimanche... En Charente, Xavier Bonnefont, Daniel Sauvaitre ou Élise Vouvet ont très vite tranché pour Macron. Mais quelques voix s'élèvent et regrettent la rapidité avec laquelle la droite républicaine s'est engagée.

« Cette précipitation m'agace », réagit le maire de Soyaux François Nebout, bien tenté par le bulletin blanc. « Voir des élus de notre bord appeler à voter Macron dès 20 h 05, ça ne peut que me déplaire quand on sait que François Fillon, désigné par un vote au moment de la primaire, a manqué de soutien dans son propre camp. Y compris localement où l'on

a quand même traîné des pieds pendant cette campagne ».

Troisième tour

Dimanche soir, Vincent You faisait part de son embarras. Hier, l'élu angoumois n'était pas beaucoup plus avancé. Candidat dissident aux législatives, il veut croire que la droite vivra cette refondation que s'apprête à connaître aussi l'adversaire de gauche. « Je considère que l'élection

de Marine Le Pen nous précipitera dans une grave crise de cohésion sociale et je ne crois pas au programme d'Emmanuel Macron. On a vécu plusieurs semaines de campagne à critiquer celui que l'on appelait "Emmanuel Hollande" et, du jour au lendemain, on devrait faire comme si de rien n'était, avec des personnalités qui en sont quasiment à briguer un maroquin ministériel ? Ce serait faire le jeu du FN et valider ce concept d'UMPS, sorte de parti unique libéral, central et européen. Et ça ne me convient pas ».

Soutien de Nicolas Sarkozy à la primaire, Noël Belliot est peu ou prou sur la même lignée. Dimanche, son bulletin sera blanc. « Je ne me vois pas voter Macron au prétexte du front républicain alors que j'ai eu du mal à voter Fillon au premier tour », réagit celui qui siège au conseil national des Républicains. « Notre seul objectif, ce sont les législatives. Il faut imposer une cohabitation au futur président. Le reste, ce n'est que du bricolage ». Convaincu que le seul problème des Républicains était son candidat, Noël Belliot est persuadé que le projet sarkozyste validé en 2016, « évidemment amendé », sera plébiscité par les électeurs en juin. « Le troisième tour, celui des législatives, sera capital. Il déterminera la direction que prendra le pays ».

Feux de forêt : vigilance maintenue en Charente

Le cognac veut fédérer pour l'Unesco

CULTURE L'association porteuse de la candidature au patrimoine de l'humanité appelle aux bonnes volontés de tous horizons

L'auditorium de La Salamandre était bien fourni. Le projet semble donc en bonne voie pour Les Savoir-faire du cognac. L'association avait invité, lundi soir, toutes les bonnes volontés afin de porter la candidature de la région pour l'inscription au patrimoine culturel de l'humanité à l'Unesco. En tête de file, Jérôme Sourrisseau : « Nous présentons notre stratégie et l'état d'avancement du dossier depuis plusieurs semaines, explique le président de l'association. On essaye de valider avec les acteurs du territoire notre démarche. »

Une vaste démarche

L'idée d'une homologation à l'Unesco remonte à décembre 2011, sous l'impulsion du Pays Ouest-Charente Pays du cognac. Mais elle achoppe sur un problème, soulevé en 2015 : le cognac ne peut être inscrit au patrimoine mondial en tant que tel ; en revanche, le savoir-faire autour de sa fabrication pourrait constituer un patrimoine immatériel. « Nous sommes donc lancés dans une démarche beaucoup plus vaste », s'enthousiasme Jean-Bernard de Larquier, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), mobilisé pour l'occasion. « L'idée est de répertorier les savoir-faire qui se sont accumulés au fil du temps. Car le cognac n'est pas une langue morte, mais quelque chose de vivant, qui a évolué et continue. »

Les dons sont les bienvenus

Jérôme Sourrisseau précise : « Le projet est maintenant d'organiser une grande collecte, un peu dans l'esprit de ce qui avait été fait au plan national pour le centenaire de la Première Guerre mondiale, ou par la maison Martell en vue de ses 300 ans. Et puis peut-être susciter des dons ou du mécénat, car l'association doit vivre. Pour l'instant, les Communautés de communes adhérents cotisent pour 10 centimes par habitant. »

Mais l'idée est d'abord de créer une adhésion générale. Les 160 personnes présentes lundi soir en sont la preuve : élus, maisons de négoce, monde de la culture, citoyens. Jean-Bernard de Larquier se veut large : « Le cœur de tout ça, c'est la double distillation charentaise, qui nous est propre. À côté, on peut penser aussi à la culture de la vigne, le vieillissement, l'assemblage, les gabarriers, les verriers ou les pépiniéristes... Avec ça, on veut créer un rassemblement large autour du monde du cognac, de l'île de Ré aux confins de la Charente et de la Dordogne, pour gagner en reconnaissance. »

Le but ultime étant, in fine, d'accroître un peu plus la visibilité pour développer le tourisme : « Le cognac est un produit haut de gamme, souligne Jérôme Sourrisseau. L'Unesco, c'est un peu pareil, avec des choses uniques. Rentrer dans ce patrimoine pourrait avoir des répercussions nombreuses pour le territoire. »